



Examen périodique universel du Mali

Rapport alternatif sur la dégradation de la situation de Protection des droits des enfants au Mali

I. Contexte :

Depuis une décennie, le Mali fait face à une crise multidimensionnelle avec un environnement sécuritaire et une situation humanitaire qui ne cessent de se dégrader. Parmi les principaux défis figurent le terrorisme et le conflit armé grandissant à l'avancée des extrémistes religieux, le déplacement constant des lignes de front, la non application des accords de paix, les flux croissants de déplacés internes, les menaces d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, les faibles précipitations dans les cycles de culture, contribuant à une faible productivité agricole et aux mauvaises récoltes donc les effets pervers de la crise climatique. De ce fait, les acteurs humanitaires sont confrontés à d'énormes difficultés d'accès aux populations vulnérables, spécifiquement dans les régions les plus affectées du centre : Mopti, Ségou, Tombouctou, Gao, Ménaka et Kidal, couvrant plus des 2/3 du territoire malien. Il s'agit d'une crise humanitaire depuis plus d'une décennie, avec plus d'un tiers de la population, soit 7,5 millions de personnes, dans une situation vulnérable qui nécessite une aide humanitaire d'urgence.

En plus de cette crise sécuritaire, économique, sanitaire et humanitaire complexe, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté le 9 janvier 2022, suite au putsch militaire, des sanctions collectives à l'encontre du Mali, notamment la fermeture des frontières, la suspension de toute activité financière et commerciale à l'exception de certains produits essentiels, le gel des avoirs de la République du Mali, le gel des avoirs de l'État malien et des entreprises publiques, et la suspension de toute assistance et transaction financière en faveur du Mali par les institutions financières de la CEDEAO. En retour, le Mali a annoncé la fermeture de ses frontières.

A cela, il faut ajouter la flambée des prix des denrées alimentaires due à la guerre en Ukraine qui a aggravé le problème de l'accès de la population à la nourriture. La COVID19 en 2020 qui a mis l'économie mondiale à genoux a sévèrement impacté la fragile économie du Mali qui peine encore à s'en remettre.

C'est donc dans ce contexte suffisamment compliqué que Plan International, intervenant dans toutes les régions du Mali à l'exception de Kidal et de Menaka, travaille résolument avec tous ses différents partenaires à tous les niveaux, pour assurer le droit des enfants et l'égalité des filles. De façon plus spécifique, Plan International Mali s'évertue à ce que 3 millions de filles sachent apprendre, décider et s'épanouir quel que soit le contexte. Par conséquent, nous sommes présents dans toutes les régions où nous intervenons, avec un bureau et des staffs engagés. C'est grâce à cette présence sur le terrain que nous avons pu collecter la plupart des informations figurant dans cette note.

II. Défis en matière de protection des enfants et spécialement ceux des filles

A. Violence basée sur le genre

Avec 73% de filles entre 0 et 14 ans affectées par les mutilations génitales féminines et l'excision, le Mali enregistre l'un des taux de cette pratique les plus élevés au monde.¹ Les mutilations génitales féminines et l'excision ont de graves conséquences sur la santé et augmentent le risque de décès pendant l'accouchement. En même temps, plus d'une femme sur deux est mariée ou en union avant l'âge de 18 ans, tandis que 16% des

¹ UNICEF, *Mutilations génitales féminines au Mali : Bilan d'une étude statistique*, https://www.unicef.org/mali/media/3531/file/FGM%20Mali_FR_HR.pdf.

femmes se marient avant l'âge de 15 ans. Le mariage prive une fille de son enfance et augmente les risques de grossesse précoce et d'abandon scolaire.

Lors de son dernier examen, le Mali avait reçu 24 recommandations sur les mutilations génitales féminines. Seize recommandations avaient également été émises sur les mariages précoces ou forcés.

B. Protection de l'enfance

Encore trop d'enfants au Mali, en particulier dans les zones touchées par le conflit, ne bénéficient pas de leur premier droit fondamental : le droit à une identité juridique. 16% des enfants dans les zones rurales ne sont pas enregistrés à la naissance.² L'enregistrement officiel de la naissance d'un enfant établit l'existence légale de l'enfant et constitue le fondement de la protection de nombreux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels de l'enfant.

Le Cluster Education Mali, à travers ses partenaires, a pu assister 390 500 enfants en 2021, dont 49% filles.

Pour protéger les enfants et les femmes contre la violence, l'abus et l'exploitation, il faut un système complet de protection de l'enfance qui tienne compte de tous les risques auxquels ils sont exposés ainsi que des facteurs protecteurs.

Les enfants et les jeunes au Mali, et en particulier les filles, continuent de payer le prix fort de la crise complexe du pays. Ils/elles risquent leur vie, perdent leur maison, sont enlevé.es ou recruté.es par des groupes armés, séparé.es de leur famille et exposé.es aux violences sexuelles ou basées sur le genre et d'autres types d'abus et de violation graves tels que le trafic de drogue, la traite des personnes, le trafic d'enfants ou d'organes.

Le Mali a reçu une multitude de recommandations sur l'exploitation des enfants.

C. Niveau de vie suffisant

La crise de la faim sans précédent que nous avons connue en 2021 s'est encore aggravée. De plus, la **crise climatique** et le **COVID-19** sont désormais aggravés par la hausse des prix des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais, ainsi que par les pénuries alimentaires résultant du conflit en cours en **Ukraine**. Dans ce contexte et avec des contraintes de financement, l'aide alimentaire au Mali est concentrée dans les points chauds de la faim.

Au Mali, les filles et les jeunes femmes mangent souvent moins et moins longtemps lorsque la nourriture se fait rare.³ À mesure que la pauvreté et le manque d'accès aux moyens de subsistance s'aggravent, les familles recourent de plus en plus à des mécanismes d'adaptation négatifs, ce qui accroît le risque pour les filles de se marier, de tomber enceintes ou d'abandonner l'école prématurément, de travailler, d'être victimes d'exploitation et d'abus sexuels.

Plan international dans sa réponse à cette crise a déjà assisté plus de 7000 personnes dans les régions de Mopti, Tombouctou et Segou et continue à œuvrer pour encore étendre son intervention via la coordination humanitaire. La crise sécuritaire qui exacerbe la sécurité alimentaire est aussi une des axes d'intervention de Plan International.

42 sur 51 cercles administratifs des régions du centre et du nord font face à des niveaux de malnutrition sérieux ou critiques. C'est ce que révèle le Cadre intégré de classification de la malnutrition aiguë (IPC MA), conduite en janvier 2022.

A l'atelier du programme Right2Grow (R2G) à l'endroit des réseaux des journalistes évoluant dans les secteurs de la nutrition et du WASH, tenu en fin juin, la Direction générale de la santé et de l'Hygiène publique/sous-Direction nutrition (DGSHP/SDN) a communiqué sur la situation nutritionnelle au Mali. Ceci a été une préoccupation ressortie dans le Cadre intégré de classification de la malnutrition aiguë (IPC MA), conduite en janvier 2022.

² UNICEF, *Protection de l'enfant*, <https://www.unicef.org/mali/protection-de-lenfant>.

³ ONU Femmes, *Prévenir les conflits, transformer la justice, sécuriser la paix : Une étude mondiale sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU*, octobre 2015, chapitre 4- Protection, disponible sur : <http://wps.unwomen.org/>.

Le document relève que « *le nombre d'enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë a augmenté de 29 % en 2021 comparé à 2020 et de 53 % comparativement à l'année 2022* ».

Également, « *plus de 1,2 million d'enfants sont à risque de malnutrition aiguë dont 309 824 enfants de la forme sévère au niveau national et 247,088 enfants MAS (malnutrition aiguë sévère) dans les zones d'urgences* ». En plus des sites de déplacés internes des régions de Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, et Ménaka, 42 sur 51 cercles administratifs, contre 16 il y a six mois dans l'ensemble des régions, font face à des niveaux de malnutrition sérieux ou critiques (phases 3 et 4). La nutritionniste à la DGSHP/SDN explique que l'augmentation de la malnutrition aiguë globale (MAG) est plus perceptible dans les zones situées au centre et le nord du pays. Alors que la prévalence de la malnutrition aiguë reste élevée, supérieure à 10 pour cent surtout dans les zones touchées par le conflit dans le Sahel, elle dépasse les 15 pour cent à Gao.⁴ En effet, dans ces localités, persistent l'insécurité, l'accès aux soins de santé et nutritionnels, l'accès à l'eau, à des systèmes d'assainissements adéquats, des déplacements de populations et l'accroissement de l'insécurité alimentaire. Avant de rappeler que « *les besoins actuels pour 2022 pour la réponse nutritionnelle en urgence au Mali s'élèvent à 78 millions de dollars* ».

Le secteur de la nutrition, qui mène des activités visant à sauver des vies reste drastiquement sous financé, à seulement 12 % par les donateurs à ce jour.

III. Défis en termes d'éducation / scolarisation des enfants : Non accès aux écoles et les nombreuses conséquences

Courant 2021, le nombre d'écoles fermées est passé de 1 334 fin 2020 à 1 662 en décembre 2021, soit un taux de fermeture des classes de plus de 24% entraînant ainsi la rupture des activités scolaires affectant 489 600 élèves et 9 792 enseignants. Ceci dans un contexte déjà caractérisé par un environnement déjà peu favorable à la protection d'enfants en situation de pauvreté, de non-scolarisation ou d'abandons de l'école.

La quasi-totalité des infrastructures scolaires a été saccagée et pillée par les groupes armés dans les régions dites du centre et du nord du Mali, et plusieurs autres établissements ont déjà fait l'objet de menaces dans les autres zones du Sud (Sikasso) ou de l'Ouest (Kayes).

Le mobilier scolaire a été totalement détruit du fait de leur utilisation comme combustibles à des fins de cuisine et autres.

Il n'existe plus d'installations électriques ni d'équipements informatiques (groupes électrogènes, câbles, serveurs, ordinateurs, imprimantes, etc.) dans les établissements scolaires. Les matériels électriques et informatiques ont été vandalisés ou utilisés à d'autres fins par les occupants.

Plus de la moitié des stocks de livres – surtout ceux écrits en français et se trouvant dans les bibliothèques ou dans les réserves – et tout le matériel de laboratoire destiné aux enseignants et aux élèves, ont été saccagés et/ou brûlés.

La situation des élèves est aussi très préoccupante à Tombouctou. En effet, au niveau de l'enseignement primaire et préscolaire, 60,61% des élèves sont présents à l'école et 51 796 élèves sont toujours absents. Dans les régions de Gao, de Menaka et de Kidal, la situation est encore plus préoccupante. La rentrée scolaire n'est toujours pas effective à ce jour pour des raisons d'insécurité à Kidal et de non-paiement des -primes de déplacement et d'installation pour les enseignants.

IV. Recommandations :

- Respecter les droits des enfants pendant les combats, notamment en ne les recrutant pas dans les opérations de combat.
- Faciliter l'accès aux acteurs humanitaires ainsi que d'assurer leur sécurité et la sécurité de leurs biens
- Renforcer la lutte contre l'impunité, surtout vis-à-vis des présumés auteurs des violences sexuelles.
- Développer des projets pour promouvoir et protéger les droits sexuels et reproductifs, en fournissant aux filles et aux jeunes femmes des services accessibles et sensibles au genre et à l'âge.
- Mobiliser des fonds de moyenne, longue durée et des fonds flexibles en particulier afin de gérer les débordements nés des mouvements spontanés de populations qui entraînent un nombre élevé

⁴ Hunger Hotspots FAO-WFP early warnings on acute food insecurity October 2022 to January 2023 Outlook

d'enfants abandonnés et séparés, d'assurer les programmes de réintégration des enfants sortis des groupes armés, spécialement les filles y compris la prise en charge des cas de violences basées sur le genre partout dans le pays

- Mettre en place un accompagnement psycho-social des enseignants, des parents d'élèves et des élèves, qui ont été traumatisés par la crise, qu'ils soient encore à Bamako ou déjà retournés dans leurs lieux de travail ;
- Renforcer les offres d'éducation aux jeunes garçons et filles déscolarisés précoces ou n'ayant pas eu la chance d'aller à l'école.
- Mettre en œuvre un programme de réhabilitation des infrastructures scolaires partiellement endommagées et la dotation en abris provisoires pour les écoles entièrement détruites ;
- Développer et renforcer l'enseignement numérique à travers des formations directes sur des métiers innovants et techniques (tels que le coding)
- Valoriser et protéger des langues maternelles et appuyer l'éducation initiale dans ces langues.
- Focus sur les formations pratiques qualifiantes aux métiers surtout agricoles et à l'entrepreneuriat.
- Mobiliser davantage de ressources afin d'améliorer la couverture de la prise en charge de la malnutrition aigüe et d'assurer une réponse holistique/intégrée et multisectorielle en faveur des plus vulnérables